

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2017

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €. Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 400 enfants nés entre le 01/01/2001 et le 31/12/2013 la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V. E.) de la Caisse d'Allocations Familiales pour les enfants éligibles à ce dispositif et concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

-la Ville intervient du 1^{er} au 7^{ème} jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

-à partir du 8^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 7^{ème} jour du séjour.

Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2017 (Nature/Fonction 6188/92421), soit 35 000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1^{ère} et la 7^{ème} nuit (8 jours) plafonné à 50€ /jour:

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	45% du prix du séjour (dont AVE CAF max.45%) Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (dont AVE CAF max.40%) Participation Ville de 10%	25% du prix du séjour (dont AVE CAF max.25%) Participation Ville de 10%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 8^{ème} et la 14^{ème} nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :

	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371€ à 700€	Quotient familial de 701 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2 enfants	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à l'unanimité.

Pour : 60 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 mars 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-1206-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.